



**Oficina: 18097845106**

**[www.acpcaribe.com](http://www.acpcaribe.com)**

[asambleapueblosdelcaribe@gmail.com](mailto:asambleapueblosdelcaribe@gmail.com)

[facebook.com/profile.php?id=100015676694348](https://www.facebook.com/profile.php?id=100015676694348)

[Twitter: @AsambleaPbloCa](https://twitter.com/AsambleaPbloCa)

[youtube.com/channel/UCYesKxFBgydhu5rw6gh6gDA](https://www.youtube.com/channel/UCYesKxFBgydhu5rw6gh6gDA)

**Asamblea de los Pueblos del Caribe  
Assembly of Caribbean People  
Assemblée du Peuple Caraïbe  
Assemblee van het Caraïbisch Volk  
Asamble Pep Karayib**

**Calle Irigoyen No.5, próximo Av. Independencia,  
Zona Universitaria, Santo Domingo, D.N,  
Republica Dominicana**

**DÉCLARATION FINALE DE LA VII<sup>e</sup> ASSEMBLÉE DES PEUPLES DE LA CARAÏBE**

Nous venons d'une expérience riche de 23 années après la fondation de cet espace articulatoire créé en 1994 comme fruit d'une initiative des secteurs progressistes de Trinidad et Tobago et des organisations syndicales de ce pays. En 2017 la VII<sup>e</sup> APC a été effectuée avec la volonté ferme de continuer cette construction en définissant des orientations et des règles pour faire face collectivement à la crise du capitalisme global en promouvant des processus d'intégration souveraine guidés par ce qui doit être le bon de vivre de nos peuples.

Cette VII<sup>e</sup> Assemblée a été dédiée à Fidel Castro, Che Guevara et Jesús Adón.

Le caractère de la crise actuelle avec ses multiples dimensions interconnectées exige de reprendre le chemin des ruptures révolutionnaires en nous inspirant de leur legs et des enseignements précieux pour les actuelles et futures générations.

Malgré la profondeur de la crise globale il est évident qu'il n'y a pas une solution à cette dernière dans la logique capitaliste. Toutefois, nous sommes convaincus que le capitalisme ne meurt pas de crise mais de révolution.

Le caractère sauvage du capitalisme néolibéral nous projette à une époque de guerres.

Nous sommes face à un processus de remilitarisation impériale du bassin des Caraïbes marqué par la présence d'un grand nombre de bases militaires, d'infrastructures et des armées des États-Unis, France, Grande-Bretagne, Hollande souvent déguisés derrière des supposés accords de coopération et des interventions humanitaires. La récente incorporation de la Colombie à l'OTAN, avec la construction de nouvelles bases militaires symbolisent des dangers et des menaces graves pour la région.

Notre Assemblée condamne la criminalisation de la protestation sociale et l'utilisation de la force à laquelle sont soumis les mouvements populaires et les dirigeants sociaux.

Dans cet esprit elle envoie un salut solidaire aux luttes syndicales des peuples de la Caraïbe et exprime un soutien direct à la lutte de l'Union Générale des Travailleurs de la Guadeloupe (UGTG), spécialement au camarade Elie Domota.

Nous sommes des peuples rebelles et nous avons historiquement démontré notre capacité à défier l'ordre mondial en établissant des projets nationaux opposés radicalement aux logiques d'accumulation du système dominant.

Nous sommes au milieu d'une crise violente qui frappe fortement les secteurs populaires, les travailleurs et tous les peuples de la Caraïbe. Cette crise doit stimuler notre engagement de nous unir comme peuple de la Caraïbe pour lui faire face ensemble et fortifier notre capacité et détermination de transformer la crise en une occasion de construire une civilisation Caraïbienne basée dans la souveraineté et le bien-être de nos peuples.

Pendant les débats riches et intenses de la 7<sup>e</sup>Assemblée et les rencontres préalables nous avons apporté au présent les luttes historiques de nos peuples contre l'oppression et l'exploitation, en soulignant les traditions du marronnage et les grandes victoires révolutionnaires d'Haïti et de Cuba de 1804 et de 1959. Cette année 2017 nous invite à réfléchir sur la glorieuse Révolution russe de 1917, les 150 ans de la publication du premier volume du Capital de Karl Marx, le centenaire de la publication de l'œuvre de Lénine sur l'impérialisme et les 50 années de l'assassinat de Che Guevara.

Il n'existe pas de meilleur hommage au commandant Fidel Castro Ruz que de consacrer cette rencontre des peuples de la Caraïbe à son legs, à sa vocation solidaire et la créativité extraordinaire qui lui a permis de renouveler l'internationalisme. Prononcer son nom est et sera toujours une convocation à marcher avec le sens du moment historique. Son exemple nous donne la certitude qu'il est possible, dans le pire des scénarios, de transformer les défaites en victoires.

Nous nous réunissons pour la seconde occasion dans ces terres qui ont été des témoins d'une intervention militaire nord-américaine sanglante en avril 1965, où le sang d'héroïques dominicains, entre eux Francisco Caamaño et d'autres internationalistes fertilisent les idéaux de lutte révolutionnaire, terres qu'amassent aussi la vaillance et l'exemple à suivre de grandes héroïnes comme Mama Tingó et les sœurs Mirabal. De jeunes révolutionnaires haïtiens comme Jacques Viaud qui ont donné leur vie en défendant la dignité de la nation dominicaine.

Des représentants de syndicats, d'organisations, politiques, féministes, écologistes, paysannes et juvéniles, ainsi que d'autres mouvements sociaux et populaires de 15 pays de la région Caraïbe : (Bahamas, Barbade, Belize, Cuba, Curaçao, Dominique, Guadeloupe, Guyana, Haïti, Jamaïque, Martinique, Porto Rico, République Dominicaine, Suriname, Trinidad et Tobago), et d'autre pays invités : (Brésil, Mexique, Uruguay et Venezuela) se sont réunis à Saint-Domingue, République Dominicaine, du 26 au 30 octobre 2017, après avoir répondu à l'appel pour continuer la lutte pour l'intégration de la Caraïbe basée sur la souveraineté et la solidarité. L'Assemblée a reconnu que l'intégration doit prendre comme acteurs centraux les personnes, les communautés, les peuples et leurs intérêts fondamentaux comme axe articulatoire. Nous sommes décidés à rejeter et continuer la lutte contre les accords de libre-échange et les modèles économiques de la globalisation capitaliste néolibérale qui contribuent à désarticuler nos territoires et nos sociétés en renforçant la domination des puissances impérialistes et des entreprises transnationales. Les participant(e)s ont salué le travail magnifique promu par Hugo Chavez qui sont la force motrice de l'UNASUR, la CELAC, PETROCARIBE et beaucoup d'autres initiatives sur la route de la construction de la souveraineté alimentaire, énergétique et financière pour notre région.

Cette septième rencontre réaffirme les objectifs de l'APC de soutenir et contribuer au renforcement de mouvements et organisations sociales dans la Caraïbe, en soulignant sa convergence et articulation pour promouvoir notre identité Caribéenne. Son essence se basera sur le respect de la diversité et la résistance contre toutes les attaques de domination coloniale et ses diverses formes d'oppression, de criminalisation et ses nouvelles modalités de recolonisation. De manière particulière nous faisons appel à la cessation de tout ce qui est féminicide dans des pays de la région.

Les participant(e)s de la VII<sup>e</sup> APC confirment que le changement climatique est réel et est une menace existentielle pour tous les peuples de la Caraïbe et du monde. De manière égale ils ont reconnu que l'activité humaine dans l'avancée du modèle de développement capitaliste diminue la qualité du climat. L'Assemblée se solidarise avec les peuples de Porto Rico, Antigua et Barbuda, St. Thomas, Dominique, St. Martin, Guadeloupe, Bahamas, Cuba, République

Dominicaine, Haïti qui ont subi la perte de centaines vies et grands dégâts économiques par le passage de 3 ouragans de grande intensité, beaucoup de ces îles ont été pratiquement dévastées. Les conséquences du changement climatique affecteront chaque jour nos écosystèmes fragiles. Délégué(e)s de la VII<sup>e</sup> Assemblée nous exigeons la création du statut social de réfugié climatique devant des événements extrêmes comme ceux qui viennent d'arriver dans la Caraïbe. Nous devons changer le système non le climat !

Nous condamnons le traitement qui a été réservé aux citoyen(ne)s Portoricains, nous exigeons le retrait de la loi de cabotage Jones, exigeons le respect de nos frères et sœurs Portoricains. Nous dénonçons la gestion de cette grave crise humanitaire par l'administration Trump qui souligne la théorie du capitalisme de la catastrophe, conditions qui nous font exiger la fin du statut colonial de cette île sœur. L'APC considère comme une honte qu'en plein XXI<sup>e</sup> siècle continuent à exister des pays et territoires sous le joug colonial, comme Guadeloupe, Guyane (française), Martinique, Porto Rico et d'autres. Notre Assemblée exige du Comité de Décolonisation des Nations Unies d'inclure tous les pays de la Caraïbe non autonomes sous ce statut. Nous exigeons avec fermeté l'indépendance et la souveraineté pour ces peuples.

L'APC se solidarise également avec l'indépendance de Palestine et du Sahara Occidental.

Dans presque tous les pays de la Caraïbe, persiste une crise de dette apparemment interminable, qui a donné lieu à la violation des droits économiques, sociaux et culturels de nos peuples; la consolidation de la pauvreté structurelle massive de nos gens ; l'attaque contre les droits des travailleurs et des syndicats ; la destruction du secteur agricole et la marginalisation des paysans. En ce sens nous dégageons les mots de Fidel Castro dans la Conférence de Nations Unies sur l'Environnement et le Développement de Rio de Janeiro en 1992 quand il a proclamé : « *Que soit payée la dette écologique et non la dette extérieure. Que disparaisse la faim et non l'homme* ».

La VII<sup>e</sup> APC est convaincue que les processus de réparation du crime de l'esclavage, ainsi que des processus criminels de pillage et de soumission de plus de 5 siècles de domination sont des outils fondamentaux pour la reconstruction des pays de la Caraïbe. Nous devons reconstruire notre mémoire collective.

Participant(e)s de la VII<sup>e</sup> Assemblée des Peuples de la Caraïbe nous réaffirmons notre engagement d'appui aux projets alternatifs d'intégration, en particulier l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique-Traité de Commerce des Peuples (ALBA - TCP), PETROCARIBE et la Communauté d'États Latino-Américains et des Caraïbes (CELAC), espaces qui renforcent des projets populaires d'intégration et des avancées sociales importantes. Nos délégué(e)s ont suggéré que dans chaque réunion des mécanismes d'intégration des Caraïbes AEC, CARICOM, etc. existe une présence de l'APC.

Exprimons notre appui et notre solidarité avec le peuple haïtien dans sa lutte par le retrait de la MINUJUSTH, héritière de la MINUSTAH qui est responsable de crimes et destructions durant plus de 13 années qui inclut 800.000 victimes par le choléra dont 20.000 morts. Cette présence étrangère, contre la volonté du peuple haïtien, qui est un affront au legs de la grande Révolution antiesclavagiste dans ce pays. En ce sens nous nous engageons à prendre des actions dans nos pays pour exprimer une condamnation énergique de l'occupation impérialiste d'Haïti et à exiger justice et réparation. En ce sens, l'APC considère que les Nations Unies ayant formellement reconnu leur responsabilité dans l'introduction de cette maladie, doivent accomplir avec une urgence absolue leur promesse d'arrêter l'épidémie, et fournir la construction d'infrastructures adéquates pour assurer l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement.

Nous exprimons notre appui au Gouvernement Bolivarien du Venezuela et nous nous réjouissons de la victoire obtenue aux élections de l'Assemblée Nationale Constituyente, ainsi que le solide succès dans les élections récentes pour les gouverneurs. Le Venezuela continue à faire face à des tentatives constantes et permanentes du gouvernement des États-Unis et de l'opposition pour déstabiliser le processus bolivarien et ignorer la décision souveraine du peuple vénézuélien. L'Assemblée s'engage à défendre la Révolution Bolivarienne et à réclamer la levée inconditionnelle du blocus des États-Unis contre Cuba. HALTE AU BLOCUS ! TOUS NOUS SOMMES LE VÉNÉZUÉLA !

À la lumière de la réponse agressive des forces d'une droite ultraconservatrice pour retourner les avancées obtenues par le mouvement progressiste dans notre continent, est apparu plus important de fortifier et d'approfondir les processus d'éducation politique et idéologique dans nos organisations et dans toute la région.

L'APC confirme que la Souveraineté Alimentaire est une clef pour garantir l'autodétermination de nos pays. La lutte contre les transgéniques, les produits toxiques et l'industrialisation de l'agriculture, selon la logique capitaliste, constitue un des défis les plus grands pour l'humanité dans ses efforts de redéfinir ses modèles de consommation et sa relation avec la nature. Les principes de la justice climatique, la défense de l'agriculture paysanne et de nos écosystèmes doivent nous guider. Il est nécessaire de renforcer la lutte systématique pour le maintien de la terre.

L'APC exprime son projet de mobilisation dans la lutte pour le droit à un logement digne et de promouvoir des coopératives aide mutuelle et initiatives d'économie solidaire qui permettent de reconstruire le cadre de la vie quotidienne et une relation avec l'habitat et les communautés. La défense des droits des habitants urbains appauvris doit constituer une priorité pour nos mouvements.

La VII<sup>e</sup> Assemblée salue la décennie des peuples noirs et afro descendants décrétée par les Nations Unies pour la période 2015-2024. L'Assemblée recommande aux mouvements sociaux dans chacun de nos pays de former de vastes plates-formes d'appui et d'utiliser cet espace pour impulser des mesures contre toutes les formes de ségrégation, de discrimination, de marginalisations basées sur le racisme. Les racines afro-caribéennes de la majorité de nos pays doivent faire partie des efforts de refondation et de construction de nouveaux paradigmes. Nos organisations se préparent pour le moment d'aboutissement de cette campagne en 2024 en Haïti.

L'Assemblée a organisé un hommage à la langue créole et sa contribution énorme dans les processus d'émancipation et de résistance culturelle dans notre région. La défense des droits culturels doit être un axe de lutte centrale dans un monde qui souffre des agressions permanentes de l'ordre médiatique dominant et les multiples mécanismes d'assujettissement pour essayer de légitimer la civilisation de mort du capitalisme et les comportements induits.

Dans la région Caraïbe, comme dans d'autres régions du monde, les flux migratoires génèrent désespérances et souffrances dans nos sociétés. Ces migrations souvent sont le résultat des politiques coloniales de pillage, de soumission et de discrimination raciale. Nous devons transformer nos larmes dans des énergies pour la lutte et exiger la complète liberté de mouvement des personnes, aujourd'hui ces mouvements se limitent seulement aux flux de capitaux et de marchandises. La lutte pour les droits des migrants aura un accompagnement permanent dans les organisations de la Caraïbe.

Nous dénonçons le jugement 168-13, adopté par le Tribunal Constitutionnel de la République Dominicaine qui dénationalise des centaines de milliers de citoyennes et citoyens en créant un précédent très dangereux pour les migrants du monde entier. Cette disposition juridique doit être éliminée. Cette lutte nous devons l'articuler en défense des droits des travailleurs migrants massivement. En ce sens les organisations membres de l'APC s'engagent à travailler pour une présence plus active des réseaux de la diaspora de la Caraïbe dans nos activités, campagnes et projets.

La VII<sup>e</sup> APC décide de mettre en œuvre une campagne massive de sensibilisation et d'éducation politique. Il est indispensable de développer une nouvelle offensive depuis les secteurs populaires contre les idées et les options des fascistes qui essayent d'influencer beaucoup de régions de la planète. En ce sens la construction de TV Caraïbes et l'élaboration de nouvelles stratégies de communication émergent comme une nécessité urgente.

La VII<sup>e</sup> Assemblée a été précédée par des rencontres très fécondes d'organisations de jeunes, de femmes, de syndicats, entre autres. Ces espaces ont été générateurs de nouveaux accords et de projets de travail dans des réseaux qui travaillent dans ces secteurs. De même, on a effectué pour la première fois dans notre région, une rencontre des organisations de la Caraïbe présentes en ALBA Movimientos, espace d'articulation continentale qui a obtenu d'importantes avancées durant les dernières années. Huit pays de la Caraïbe ont pu approfondir leurs liens avec les dynamiques continentales et structurer le travail dans notre sous-région.

Tous et chacun des participant(e)s de cet important processus ont exprimé la nécessité de l'élaboration d'un plan concret actions et de luttes autour des priorités définies dans cette déclaration. Le nouveau monde que nous voulons et l'autre Caraïbe possible, nous devons les construire dans la chaleur de projets anti-impérialistes, antiféodaux, anticoloniaux, anti patriarcaux, antiracistes, féministes, écologistes, en sauvegardant notre riche histoire culturelle avec le travail coordonné des mouvements révolutionnaires et l'unité dans l'action. Dans l'unité est la force.

Enfin, nous devons spécialement souligner l'hospitalité et les travaux développés par le comité organisateur, spécialement à tous les membres du comité dominicain de l'APC.

La famille Caraïbe intégrée et engagée pour la construction du socialisme s'étend.

La VII<sup>e</sup> APC a eu un plein succès avec la participation de 19 pays, la présentation de textes et de propositions qui ont stimulé une réflexion collective efficace sur les problèmes complexes et qui a semé les semences d'un futur caractérisé par la rébellion et la détermination. Nous devons aussi souligner la présence d'importants réseaux : CLOC-Vía Campesina, Cri des Exclu(e)s, Alliance Internationale d'Habitants (AIH), Fédération Démocratique Internationale des Femmes (FDIM), Réseau d'artistes, d'intellectuels et mouvements sociaux, En Défense de l'Humanité (EDH), Conseil de l'Éducation Populaire de l'Amérique latine et les Caraïbes (CEAAL), réseau d'éducateurs et éducateurs populaires du Centre Martin Luther King (CMMLK), ainsi que les messages reçus de Jubilé sud-Amérique, de la Société d'Économie Politique latino-américaine (SEPLA), du Groupe de Travail : Crise et économie mondiale, de CLACSO.

Nous lançons un appel pour nous retrouver de nouveau à Trinidad et Tobago en 2019.

Pour une Caraïbe unie et souveraine !

Nous Vaincrons !

Saint-Domingue, République dominicaine

29 octobre 2017.